

Conseil Social d'Administration du ministère de l'Éducation nationale Séance du 10 juillet 2024



Déclaration de SUD éducation

Mesdames et Messieurs les membres du CSA,

Les résultats des élections européennes puis les deux tours des élections législatives ont confirmé ce que SUD éducation vous répète : les électeurs et les électrices, comme les personnels de l'Éducation nationale, ne veulent pas de la politique du duo Macron-Attal, ils et elles ne voulaient ni de la réforme des retraites et ni de la loi immigration, ils et elles ne veulent pas de cette manière brutale de gouverner à coup de 49.3 contre le Parlement et contre les cadres démocratiques de la société que sont les organisations syndicales.

Gabriel Attal a fait de l'école une vitrine de sa politique. Sa stratégie a été de reprendre les thématiques de l'extrême droite en interdisant les abayas à la rentrée scolaire 2024, en expérimentant l'uniforme, en aggravant le tri social avec le Choc des Savoirs, **cette stratégie a participé à conduire le Rassemblement national aux portes du pouvoir.** La manière brutale dont il a imposé ses réformes contre les personnels et dont il a fait de l'école un sujet de communication politique, ont conduit à délégitimer la parole publique et à aggraver la fracture entre les personnels et le ministère. **Le ministère de l'Éducation nationale doit faire le constat de l'échec de sa politique et doit entendre le désaveu issu des urnes.**

Vous avez refusé d'entendre l'an dernier la mobilisation contre le Choc des savoirs qui a pris différentes formes au cours du dernier semestre (pétitions, grèves, occupations d'école et de collège...), alors nous vous le demandons aujourd'hui en CSA : allez-vous gouverner contre les urnes ? allez-vous continuer à n'écouter ni les organisations syndicales, ni les urnes ?

Vous avez abîmé notre démocratie.

Le Rassemblement national a obtenu plus de 10 millions de voix et 143 députés à l'Assemblée nationale, chacun de vos dénis de démocratie fait le lit de l'extrême droite. **Votre responsabilité est d'en prendre acte et de réparer la démocratie.**

La première mesure à prendre est de **retirer le Choc des Savoirs** qui a été rejeté aussi bien dans les urnes que sur le terrain par les personnels.

Ensuite, la situation politique vous oblige à un certain nombre de mesures unanimement portées par les personnels et indispensables au service public d'éducation :

- **la création d'un vrai statut de la Fonction publique pour les AESH**, essentielle à la scolarisation des élèves en situation de handicap à l'école,
- **l'augmentation des salaires et leur indexation sur l'inflation**, essentielle pour favoriser l'attractivité des métiers de l'éducation,
- **la baisse du nombre d'élèves par classe**, essentielle pour retrouver du sens à nos métiers, garantir nos conditions de travail et assurer les conditions de la réussite de toutes les élèves.

Les revendications que nous portons expriment les aspirations des personnels à davantage de justice sociale, pour une société plus démocratique, qui promeut les libertés publiques et lutte contre les discriminations. Voilà notre boussole à SUD éducation. Voilà ce qui devrait être la feuille de route du ministère de l'Éducation nationale.